

panorapresse.ouest-france.fr

Le village se mobilise contre la fermeture d'une classe

4-5 minutes

À [Hondouville](#), la fermeture envisagée d'une classe à la rentrée 2026 suscite une vive mobilisation. Parents et élus alertent sur ses conséquences pour les conditions d'apprentissage et l'avenir du village. Une pétition est en cours.

Lundi 23 mars en fin d'après-midi, une trentaine de parents d'élèves, d'élus et d'enfants se sont rassemblés devant l'école primaire Germaine Buisson d'[Hondouville](#) pour protester contre la fermeture annoncée d'une classe à la rentrée 2026.

L'inquiétude remonte au début de l'année. En janvier, le maire a été informé par l'inspection de circonscription qu'une mesure de carte scolaire était envisagée, sur la base d'une prévision de 92 élèves établie fin 2025.

Depuis, la situation a évolué. De nouvelles inscriptions portent désormais les effectifs à 97 élèves pour la rentrée 2026, et à 107 élèves pour 2027. Malgré cela, l'inspecteur a confirmé le 10 mars la possibilité d'un retrait de poste, impliquant la suppression d'une classe.

Dans un courrier adressé au maire, daté du 23 mars 2026, la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) de l'[Eure](#) évoque une « **déprise démographique durable** » dans le département, avec 1 338 élèves en moins attendus à la prochaine rentrée. Elle précise toutefois que le retrait de 44 postes doit permettre de maintenir une moyenne inférieure à 21 élèves par classe à l'échelle départementale.

Crainte de classes surchargées

Pour les parents et les élus locaux, cette décision est incompréhensible au regard de la dynamique de la commune. L'école compte actuellement cinq classes : deux en maternelle et trois en élémentaire, couvrant l'ensemble des niveaux.

En cas de fermeture, l'établissement fonctionnerait avec quatre classes seulement. « **Il y aura forcément une ou deux classes à 27 ou 29 élèves, voire une classe à triple niveau** », alertent les parents. Ils redoutent une dégradation des conditions d'apprentissage : baisse de l'attention individuelle, difficultés accrues pour les élèves en difficulté, et perte de qualité pédagogique.

Les contraintes matérielles sont également pointées du doigt. Les locaux, notamment les sanitaires et les espaces communs, ne seraient pas adaptés à une telle réorganisation. Les équipes encadrantes s'inquiètent aussi des répercussions sur les temps périscolaires, déjà marqués par des difficultés de gestion.

Une école au cœur de la vie du village

Au-delà de l'aspect éducatif, la municipalité insiste sur l'impact potentiel pour l'attractivité d'[Hondouville](#). « **Certaines familles pourraient faire le choix de scolariser leurs enfants**

ailleurs », craignent les élus, évoquant un risque de fermetures en cascade.

La commune connaît pourtant une évolution favorable, avec de nouvelles constructions en cours et l'arrivée attendue de jeunes familles. Le nombre de naissances enregistré en 2024 laisse également présager une hausse des effectifs dans les années à venir.

Ce n'est pas la première fois que l'école est menacée : en 2021, un projet similaire avait été abandonné après une forte mobilisation.

Une pétition déjà largement soutenue

Face à cette situation, parents, élus et habitants ont lancé une pétition intitulée « *Non à la fermeture de classe à l'école d'[Hondouville](#)* ». Lundi soir, elle avait déjà recueilli 130 signatures.

Le texte dénonce une « **vision purement comptable** » de l'éducation. Les signataires demandent le maintien définitif de la classe afin de garantir un encadrement adapté, la réussite scolaire de tous les élèves et la pérennité de l'école. « **L'éducation est un investissement, pas un coût** », conclut la pétition.

Le dossier sera examiné lors du Comité Départemental de l'Éducation Nationale prévu le 3 avril. D'ici là, la mobilisation pourrait encore s'intensifier. Parents et élus entendent bien faire entendre leur voix pour préserver une école qu'ils jugent essentielle à l'équilibre et à l'avenir de leur village.



Des habitants d'[Hondouville](#) ont manifesté devant l'école, lundi 23 mars. | Le Courrier de l'Eure

